19.475

Parlamentarische Initiative WAK-S. Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren

Initiative parlementaire CER-E. Réduire le risque de l'utilisation de pesticides

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.12.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.12.20 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.03.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.03.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.03.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Bundesgesetz über die Verminderung der Risiken durch den Einsatz von Pestiziden (Änderung des Chemikaliengesetzes, des Landwirtschaftsgesetzes und des Gewässerschutzgesetzes)
Loi fédérale sur la réduction des risques liés à l'utilisation de pesticides (Modification de la loi sur les produits chimiques, de la loi sur l'agriculture et de la loi sur la protection des eaux)

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Cette initiative parlementaire poursuit ses tribulations. Pour mémoire, il s'agit d'une forme de contre-projet indirect aux deux initiatives populaires "phyto" qui sont au menu de la votation populaire de juin prochain. Il est donc important que nous terminions nos travaux durant la présente session de printemps.
La Commission de l'économie et des redevances s'est penchée sur les divergences – il y en a trois – qui subsistent au terme de l'examen du projet par le Conseil national. Elle a également traité deux propositions de réexamen déposées par des membres de la commission, mais qui ont été rejetées. La première visait à rouvrir la discussion portant sur la distinction entre métabolites pertinents et non pertinents dans le cadre de la protection des eaux. La seconde visait à retarder la publication du projet de loi dans la Feuille fédérale à après les votations sur les initiatives "phyto". Les deux propositions de réexamen ont été rejetées sur des scores extrêmement serrés, tant et si bien que ces points ne font plus l'objet de discussions et, partant, ne concernent pas la procédure d'élimination des divergences.
Il nous reste donc trois divergences à traiter, soit aux articles 6a et 164a de la loi sur l'agriculture et à l'article 19 de la loi fédérale sur la protection des eaux. S'agissant de l'article 6a de la loi sur l'agriculture, le Conseil national a apporté un certain nombre de précisions, d'abord en indiquant au niveau de la loi l'objectif d'un remplacement des engrais chimiques importés par des fertilisants issus d'engrais de ferme. C'est une manière de réduire les excédents d'éléments fertilisants sans avoir forcément à réduire le cheptel et, donc, sans avoir à réduire la production.
C'est un objectif qui figure également dans la Politique agricole 2022 plus, dont notre conseil a décidé de suspendre le traitement, suspension qui devrait être traitée durant cette session par le Conseil national.

A cette disposition, toujours, le Conseil national souhaite mentionner l'implication des organisations de producteurs et de la branche. Il reprend également le dispositif que nous avions retenu à l'article 6b de la loi sur l'agriculture, s'agissant des produits phytosanitaires, et introduit dans le projet une norme de délégation qui permettrait au Conseil fédéral de mandater une organisation privée. Le Conseil fédéral, sur ce dernier point, nous indique qu'il n'est pas enthousiaste, mais qu'il peut vivre avec cette norme de délégation.
L'article 164a va probablement faire l'objet de débats dans notre conseil, puisque nous avons deux propositions individuelles, une proposition Rieder de modifier la teneur de l'article et une proposition Salzmann visant à biffer cet article. Il s'agit là aussi d'un élément qui a été repris de la Politique agricole 2022 plus, et dont le Conseil national a légèrement modifié la formulation. Cette disposition apporte une contribution importante pour la réduction des excédents d'éléments fertilisants à l'échelon national et régional et permet une simplification administrative grâce au transfert automatique des données pour le bilan de fumure. Nous y reviendrons dans le cadre de la discussion par article puisque cet article risque d'être disputé.
Enfin, j'en viens à l'article 19 de la loi fédérale sur la protection des eaux, qui règle la délimitation des aires d'alimentation des captages d'eau d'intérêt général, et à l'article 62d de la même loi, qui définit les travaux de délimitation des aires d'alimentation. Ici, le Conseil national a décidé d'obliger les cantons à définir des aires d'alimentation pour toutes les zones de captage d'importance régionale et revêtant un intérêt public, ainsi que pour d'autres zones de captage lorsqu'il existe un danger de contamination.
Nous aurons une discussion sur ce point également, puisque M. Zanetti a déposé une minorité qui vise à mettre en oeuvre plus rapidement – c'est-à-dire sans nouvelle consultation – la motion Zanetti 20.3625 déjà adoptée par les conseils. Nous aurons donc probablement une discussion portant plus sur le rythme de la mise en oeuvre que sur le fond.
Sur ces trois points, la commission vous prie de soutenir ses propositions.
S'agissant de la motion 21.3004 de la CER-N, que nous sommes également invités à traiter, elle prévoit d'adapter le Suisse-Bilanz et ses bases à la réalité. Il a été considéré qu'il fallait davantage tenir compte de la pratique, du lieu et du potentiel de rendement des cultures, ainsi que de la consommation de fourrage. La motion prévoit aussi – et c'est probablement le point le plus contesté – de maintenir la marge de tolérance du Suisse-Bilanz, soit, techniquement, de supprimer la suppression de cette marge, qui était prévue dans la Politique agricole 2022 plus. Elle vise aussi à revoir les principes de la fertilisation en fonction de la pratique des exploitations.
Nous aurons l'occasion d'en parler, puisque le Conseil fédéral combat cette motion en indiquant qu'elle est contraire aux objectifs de la Politique agricole 2022 plus, et qu'elle remet assez largement en cause l'objectif de réduction des intrants poursuivi par l'initiative parlementaire que nous sommes appelés à traiter.

Ziff. 2 Art. 6a Abs. 2–5
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

AB 2021 S 41 / BO 2021 E 41

Ch. 2 art. 6a al. 2–5
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 164a
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Rieder
Abs. 1
Düngerlieferungen an Landwirtschaftsbetriebe sind dem Bund zu melden, damit dieser die Nährstoffüberschüsse national und regional bilanzieren kann.

Antrag Salzmann
Streichen

Ch. 2 art. 164a
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Rieder
Al. 1
Les livraisons d'engrais à des exploitations agricoles doivent être communiquées à la Confédération, afin que cette dernière puisse dresser un bilan des excédents d'éléments fertilisants à l'échelon national et régional.

Proposition Salzmann
Biffer

Rieder Beat (M-CEB, VS): Wenn Sie den Antrag Knecht mit dem Vorschlag vergleichen, der aus dem Nationalrat kommt, ist mein Antrag eigentlich ein Kompromissantrag. Ich möchte mit diesem Einzelantrag den administrativen Aufwand der Bauern in unserem Land bezüglich der Nährstoffbilanz reduzieren und auf ein vernünftiges Mass begrenzen.
Bei der Offenlegung von Mineraldünger ist die Lösung des Nationalrates vertretbar. Diese Düngemittel werden von den Bauern im Vorbezug in einer Menge eingekauft, die den gesamten Jahresbedarf abdeckt. Die Mengen werden von grösseren Handelsfirmen geliefert, und die Erfassung und Offenlegung dieser Düngemittel ist zumutbar und machbar.
Anders bei den Futtermitteln: Die Lösung, die der Nationalrat hier mit der Offenlegungspflicht für Futtermittel beschlossen hat, ist sehr kompliziert und ein administratives Unding. Die Nährstoffbilanz, also die Suisse-Bilanz, die wir bereits eingeführt haben, muss heute für jeden Betrieb mit Berücksichtigung der Futtermittelkäufe ausgeglichen sein. Mit der Offenlegungspflicht für Futtermittel müssten die Futterverschiebungen, neben den heute bereits bestehenden Aufzeichnungen, zusätzlich in einem neuen System erfasst werden.
Das wäre ein unverhältnismässig hoher administrativer Aufwand für unsere Bauern. Da die Futtermittel aufgrund ihrer Zusammensetzung sehr verschieden sind, wäre es äusserst komplex, diese in einem System zusammenzufassen. Viele Landwirte kaufen ihr Heu und ihre Silage direkt von anderen Betrieben; das ist meistens der Fall, wenn ein Landwirt mit einem vergleichsweise kleinen Tierbestand seine produzierten Futtermittel an andere Landwirte verkauft. Die Futterverkäufe zwischen den Landwirten hängen auch von den Erträgen ab, z. B. wenn ein Betrieb überschüssiges Futter infolge guter Produktionsbedingungen auf den Markt bringen kann, bei Ernteüberschüssen oder bei Dürren. Futter wird aber auch unabhängig von den Gegebenheiten eines Betriebes oft gehandelt, und zwar täglich, wobei es sich meist um relativ geringe Mengen handelt. Wenn ein Bauer künftig beispielsweise fünf Rundballen verkaufen möchte, müsste er dies direkt und tagesgenau in diesem System erfassen.
Weiter stellt sich die Frage, wie Futterlieferungen an Privatverbraucher, zum Beispiel an Pferdehalter, gehandhabt werden müssten. Auch hier müsste das entsprechend aufgeführt werden.
Eine Offenlegungspflicht für Futtermittel würde somit ein neues Verfahren darstellen, dessen Sinn im Zusammenhang mit dieser parlamentarischen Initiative infrage gestellt werden kann. Wir dürfen das Grundziel dieser parlamentarischen Initiative nicht aus den Augen verlieren. Es geht darum, den Einsatz von Pestiziden zu reduzieren. Die Bürokratie im Bereich der Offenlegung von Futtermitteln ist hierzu nicht dienlich. Es ist ein überflüssiges und bauernfeindliches Technokratieverständnis, das hier überhandnimmt.
Daher bitte ich Sie, diesem Antrag, bei dem es sich im Vergleich zum später zu behandelnden Antrag um einen Kompromiss handelt, zuzustimmen.

Salzmann Werner (V, BE): Wie Herr Rieder richtig gesagt hat, geht es mit der vorliegenden parlamentarischen Initiative darum, einen Plan zu machen, wie der Einsatz von Pestiziden in der Landwirtschaft reduziert werden soll.
Nun haben wir im Ständerat bereits bei der letzten Beratung in Artikel 6a auch den Bereich der Nährstoffe eingebaut, den ich hier als Fremdkörper betrachte – aber der Ständerat hat so entschieden. Jetzt wird in Artikel 164a die Offenlegung von Futtermittel- und Düngerlieferungen eingebaut. Aus Artikel 164a geht nicht hervor, dass es nur um Mineraldünger geht, sondern es geht auch um Hofdünger.
Wir müssen wissen, dass die Bauern diese Futter- und Düngemitteleinsätze bereits mit der Suisse-Bilanz abbilden. Ich bin dafür, dass die Suisse-Bilanz angepasst wird; das ist das nächste Traktandum. Jetzt sollen diese Einsätze für Futter und Dünger im Detail erfasst, dem Bund gemeldet und national abgebildet werden. Dies erfolgt im Glauben, man kenne dann die Nährstoffüberschüsse national und regional. Ich wundere mich, dass

die Bauernfamilien nicht gezwungen werden, ihre Mahlzeitenpläne offenzulegen und dem Bund zu melden.
Spass beiseite: Absolut stossend ist, dass die Düngemitteleinsätze von Gemeinden, Schulen, Sportvereinen, Golfclubs sowie im Privatbereich auf Rasenplätzen, in Gärten, in Schrebergärten usw. überhaupt nicht erfasst werden. Die Landwirtschaft wird wieder einmal einseitig in die Pflicht genommen, und das ist nicht korrekt und zeigt die eigentliche Absicht hinter diesem Artikel. Zudem wäre eben die Erfassung der Hofdüngereinsätze noch viel schwieriger, da der Nährstoffgehalt nur auf Schätzungen basiert. Bei den Futtermitteln ist die Erhebung, wie Herr Rieder sehr gut dargelegt hat, aus praktischen Gründen fast gar nicht möglich, da der überbetriebliche Einsatz von Futtermitteln wie Gras, Silage, Heu sehr verbreitet ist.
Die Erhebung betrifft vor allem das Berggebiet überproportional. Zudem gibt es in der Landwirtschaft innerhalb eines Jahres auch Landabtausch oder Aushilfen in Notlagen, die nur schwer korrekt erfassbar sind, da zum Teil das Gras oder der Mais auf dem Feld stehen gelassen werden – sie können dort nicht gewogen und ihre Nährstoffgehalte nicht ermittelt werden. Zudem wird mit diesem Artikel 164a ein administratives Monster geschaffen. Somit steht er im Zielkonflikt mit dem Abbau von administrativen Massnahmen in der Landwirtschaft. So etwas gehört nicht in ein Gesetz!
Die Forderungen in diesem Artikel 164a sind erstens ungerecht und ungenau, weil sie nur die Landwirtschaft betreffen. Zweitens sind sie aus praktischen Gründen nicht umsetzbar, und drittens steht der administrative Aufwand in keinem Verhältnis zum erhofften Ertrag.
Ich bitte Sie, meinen Einzelantrag zu unterstützen.

Zanetti Roberto (S, SO): Zur Kritik meiner beiden Vorredner, die ganze Nährstoffgeschichte sei ein Fremdkörper in dieser Vorlage, möchte ich zwei, drei Sachen sagen. Ursprünglich ist die Kommission gestartet, um ein politisches Gegenprojekt zu den beiden Initiativen anbieten zu können. Damals haben wir uns auf die Pestizidfrage konzentriert, weil parallel dazu die Agrarpolitik 2022 plus am Laufen war, in welcher insbesondere die ganze Nährstofffrage abgehandelt werden sollte. Irgendwann hat die Kommission dann beschlossen, die Agrarpolitik 2022 plus auf Eis zu legen. Man hat gesagt, dass wir das integrieren müssten, wenn wir die zweigleisige Strategie – die Pestizidfrage über die parlamentarische

Initiative einerseits und die Nährstofffrage über die Agrarpolitik 2022 plus andererseits – weiterführen wollten. Ein entsprechender Antrag war in der Kommission schon in einem frühen Stadium gestellt worden, bevor die Sistierungsabsicht bekannt war. Bundesrat Parmelin hat damals gesagt, dass eine Integration unschön sei, weil damit die Agrarpolitik 2022 plus ins Ungleichgewicht gestürzt würde. Ich habe damals selber gegen diesen Antrag gestimmt, weil ich die Argumentation des Departementes und des Bundesrates verstanden habe. Das hat sich natürlich zu dem Zeitpunkt geändert, als man die Agrarpolitik 2022 plus sistiert hat. Damit hat sich eine völlig andere Ausgangslage ergeben. Ich habe dann gesagt, dass wir diese Geschichte wieder integrieren müssten, weil wir sonst nur auf einem Bein in die Abstimmung über die Initiativen gehen. Das ist der Grund, weshalb die Nährstoffgeschichte hereingekommen ist.
Beim ersten Integrationsversuch seinerzeit in der Kommission haben ich und Adèle Thorens Goumaz – ich darf das sagen, weil sie das auch ausgeführt hat – dagegen gestimmt, obwohl wir inhaltlich selbstverständlich für diese Nährstoffgeschichte sensibilisiert waren. Sie hat das aus Solidarität mit ihrem Kantonskollegen Bundespräsident Parmelin und ich aus Respekt vor der Autorität des Amtes getan. Sonst wäre das schon in der ersten Runde integriert worden, weil es ein abgerundetes Paket gewesen wäre. So viel zum Vorwurf, das sei ein Fremdkörper. Das stimmt eben nicht, sondern es war von Anfang an die bewusste Strategie der Kommission, diesen beiden Initiativen etwas entgegensetzen zu können.
Zum Inhalt: Wir haben Artikel 6a, wo mit dem Absenkpfad eine sehr moderate Version definiert wird, jetzt bereinigt. Der Ständerat respektive das Parlament – der Nationalrat ist ja damit einverstanden – sagt, dass wir diese Nährstoffgeschichte auf einen Absenkpfad schicken müssen. Wenn man einen Pfad begehen will, muss man wissen, wo man sich befindet. Nur diesem Ziel dient Artikel 164a.
Damit keine Missverständnisse entstehen: Wenn man von administrativem Monster, administrativer Belastung der Landwirtschaft usw. spricht, stimmt das eben nicht. Das sehen Sie, wenn Sie den Wortlaut von Artikel 164a lesen. In Absatz 1 steht: "Futtermittel- und Düngerlieferungen an Landwirtschaftsbetriebe sind dem Bund zu melden." Das muss nicht der einzelne Landwirtschaftsbetrieb melden, das machen vielmehr die Lieferanten. Der Einzelbetrieb wird administrativ entlastet, weil all diese statistischen Erfassungen, die jetzt auf betrieblicher Ebene gemacht werden müssen, vom Lieferanten vorgenommen werden. Der einzelne Betrieb wird also massiv entlastet, und zwar eben, damit man diese nationale und regionale Sichtweise hat. Die betriebliche Sichtweise ist dann Gegenstand der nachfolgenden Motion; da bringt man einfach etwas durcheinander.

Im Wirtschaftsleben haben Sie auf der einen Seite eine Betriebsbuchhaltung und auf der anderen Seite irgendeine volkswirtschaftliche Gesamtrechnung. Hier geht es eben um die überbetriebliche Sichtweise. Wenn wir da nicht klarsehen, dann können wir auch keinen vernünftigen Absenkpfad beginnen.
Damit wir immerhin wissen, von welchen Grössenordnungen wir reden, gebe ich Ihnen folgende Zahlen: Wenn wir nur die Einfuhrzahlen nehmen – also nur das, was aus dem Ausland kommt –, bewegen wir uns beim Dünger in der Grössenordnung von 260 000 bis 280 000 Tonnen. Bei Futtermitteln – das sind insbesondere Kraftfutter wie Soja aus Brasilien und weiss der Kuckuck was – geht es um 1,3 bis 1,4 Millionen Tonnen. Wenn Sie jetzt Transparenz schaffen wollen, dann müssen Sie nicht den kleineren Teil des Kuchens im Spiel lassen und den grösseren wegnehmen. Das macht man, wenn man etwas vertuschen will. Aber wenn man Informationen eingeben will – und Sie wollen ja administrativ erleichtern –, dann lassen Sie eher den kleineren Teil weg als den grösseren.
Wenn wir also wirklich sehenden Auges den Absenkpfad begehen wollen, dann müssen wir die Informationen haben, die – ich wiederhole es zum x-ten Mal – administrativ nicht von den einzelnen Betrieben erhoben werden müssen. Diese Informationen werden vielmehr von den Lieferanten, in den meisten Fällen Importeuren und Grosshändlern, erhoben und gemeldet werden. Damit wird der einzelne Betrieb massiv entlastet.
Für mich ist noch eine ganz generelle Betrachtungsweise wichtig. Sie wissen, dass ich Präsident eines Verbandes bin, der seinerzeit eine Initiative deponiert hat. Man hat dann im Parlament einen Gegenentwurf beschlossen. Die Initiative wurde zurückgezogen. Kaum war der Gegenentwurf in Kraft, hat man ihn scheibchenweise zu massakrieren begonnen. Das hier ist immerhin eine Respektbezeugung an die beiden Antragsteller. Hier beginnt man mit der Massakrierung des Gegenvorschlages, bevor er in Kraft gesetzt worden ist.
Wir müssen es einfach klar sehen: Wenn diese Anträge durchkommen, dann bricht unser strategisches Konzept zusammen. Das gilt auch für den harmlos scheinenden, vermeintlichen Kompromissantrag Rieder. Wie wir wissen, sind Anträge von Kollege Rieder eben nie harmlos. Damit wird ein Teil dieses Gegenprojekts gegenstands- oder wirkungslos, bevor es überhaupt in Kraft getreten ist. So viel ist dazu zu sagen, wenn man drei Monate vor einem relativ wichtigen Abstimmungsgang solche Projekte und Experimente macht. Das finde ich, ehrlich gesagt, politisch relativ keck. Ob es taktisch klug ist, muss die Mehrheit des Rates entscheiden.
Da wir die ganze Sache nicht vor der Inkraftsetzung wirkungslos machen wollen, beantrage ich Ihnen, die beiden Anträge abzulehnen.

Hegglin Peter (M-CEB, ZG): Wie es Kollege Zanetti jetzt richtig gesagt hat, sind wir mit dem Ziel gestartet, das Risiko beim Einsatz von Pestiziden zu reduzieren. So lautet ja auch der Titel der Vorlage. Die Vorlage wurde dann aber schon in unserem Rat angereichert. Auch die Nährstoffverluste sollen reduziert werden. Der Nationalrat hat drei weitere Punkte aufgenommen, wobei ich den ersten Punkt, dass der Kunstdünger möglichst durch Hofdünger ersetzt werden soll, auch unterstütze. Was mir aber mehr Sorgen bereitet, ist Artikel 164a, "Offenlegungspflicht für Nährstofflieferungen".
Ich habe deshalb in der Kommission schon einen Antrag auf Streichung dieses Artikels eingereicht, ihn dann aber zurückgezogen, nachdem die Kommission die Motion 21.3004, "Anpassung der Suisse-Bilanz und deren Grundlagen an die effektiven Verhältnisse", angenommen hat. Das ist für mich der zentrale Punkt: Gemäss der neuen Bestimmung, wie sie der Nationalrat aufgenommen hat, sind die Futter- und Düngemittellieferungen an Landwirtschaftsbetriebe zu melden. Ich gehe davon aus, dass auch Landwirte solche Lieferungen zu melden hätten, nicht nur Importeure und Futtermittelhändler. Denn auch Landwirte können ja Futtermittel an Nachbarn verkaufen oder von Nachbarn übernehmen. Demzufolge müssten sie das auch melden, denn auch das sind Nährstoffflüsse.
Damit wäre das Ziel verbunden, die Nährstoffüberschüsse national und regional bilanzieren zu können. Das soll ja mit dieser Bestimmung in der parlamentarischen Initiative erreicht werden. Um das zu erreichen, ist es notwendig, dass die Werte, die der Suisse-Bilanz zugrunde gelegt sind, auch tragfähig sind. Hier gibt es aber seitens der Verwaltung und der Praxis unterschiedliche Haltungen. Vor allem die Bauern monieren, dass die Werte bei den Erträgen der Kulturen und beim Futterbedarf des Viehs nicht den Praxiswerten entsprechen würden. Wenn ich diese Werte überprüfe und versuche, sie nach meinem gesunden Menschenverstand zu interpretieren, dann muss ich sagen, dass hier die Annahmen aus der Theorie und die Praxis nicht übereinstimmen.
Die Motion hätte zum Ziel gehabt, die Werte an die Praxis anzupassen. Der Bundesrat beantragt aber die Ablehnung der Motion. Er sagt, das werde schon eingehalten. Er will das nicht machen. Von daher behalte ich mir jetzt vor, dem Antrag Rieder und allenfalls dem Antrag Salzmann zuzustimmen. Denn der Bundesrat will das Anliegen aus der Praxis nicht aufnehmen und erklärt sich nicht einmal bereit, darüber zu diskutieren. Dabei wären die Werte der Suisse-Bilanz periodisch zu überprüfen und anzupassen. Es gibt ja immer wieder

neue Erkenntnisse aus der Wissenschaft, aber auch aus der Praxis.
Und noch etwas: Glauben Sie nicht, dass die Bauern einfach zum Spass Düngemittel aufs Land ausbringen und

Nährstoffe verfüttern – nein, sie tun dies aufgrund ihrer Ausbildung, aufgrund von Normen und Werten, wie die Tiere und Pflanzen artgerecht ernährt werden können, damit sie gesund bleiben. Wenn man das zu stark zurückfährt, besteht dann wieder das Risiko, dass sowohl Tiere wie Pflanzen mangelernährt sind und dass die Krankheitsanfälligkeit grösser wird.
Zum Schluss: Die Natur ist schon ein wichtiger Faktor. Jedes Jahr ist anders; wir haben Hitze, wir haben Nässe, es gibt Krankheiten. Daher sollte doch nach wie vor eine gewisse Toleranz vorhanden sein, damit diese Nährstoff- bzw. Futterflüsse entsprechend angepasst werden können.
Aufgrund der Tatsache, dass der Bundesrat diese Motion in seiner Stellungnahme ablehnt, bitte ich Sie, den Anträgen, die jetzt gestellt worden sind, zuzustimmen.

Schmid Martin (RL, GR): Ich lege Ihnen offen, dass ich Kommissionsmitglied gewesen bin und dass wir in der Kommission die verschiedenen Aspekte zur Offenlegung der Futtermittel- und Düngerlieferungen diskutiert und dann auch entschieden haben. Auch ich habe mich entschieden, hier dem Nationalrat zu folgen und die Differenz zu bereinigen. Ich möchte Ihnen begründen, warum.
Gestartet sind wir damit – ich glaube, das ist unbestritten –, dass wir ein glaubwürdiges Gegenkonzept gegen die Trinkwasser-Initiative und die Pestizid-Initiative erarbeiten wollten. Ich meine, wir sind auf gutem Weg, dass wir der Bevölkerung, aber auch der Landwirtschaft aufzeigen können, dass wir einen Pfad einschlagen, der im Bereiche der Ökologie, aber auch der Ökonomie ein gangbarer Kompromiss ist.
Für mich war immer klar, dass dazu auch die Transparenz der Daten gehört. Es ist berechtigt, wenn die Kritik angebracht wird, dass die Bilanzierung heute vielleicht noch nicht optimal ist. Das ist richtig. Ich glaube auch, es gibt Schieflagen in diesem Bereich. Es ist auch nicht falsch, wenn Kollege Salzmann sagt, der Aufwand für die Administration in diesem Bereich sei zu hoch. Ich habe dann aber trotzdem dem Nationalrat zugestimmt, denn Absatz 2 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, gerade auf die Argumente betreffend den Kreis der Meldepflichtigen, die in unserem Rat hier vorgebracht werden, einzugehen.
Ich erwarte vom Bundesrat, dass er Zusicherungen abgibt, dass diese Detailprobleme nicht aufkommen, wenn wir – was ich empfehle – dem Nationalrat folgen und die Differenz beseitigen würden. Meines Erachtens kann man auch in diesem Bereich mit einem 20/80-Prozent-Prinzip arbeiten. Längerfristig kommen wir so oder so nicht um diese Transparenz herum. Ich glaube, die Umsetzung wird entscheidend sein. Deshalb sollten wir uns auf diesen Weg begeben und nicht nur die Düngerlieferungen melden, wie das Kollege Rieder will, oder gar nichts, wie es Kollege Salzmann will. Wir sollten vielmehr auch Futtermittelimporte erfassen, weil das ein wesentlicher Teil ist. Das ist die Begründung, warum ich mich am Schluss entschieden habe, trotzdem dem Nationalrat zuzustimmen, obwohl ich Verständnis für viele der geäusserten Bedenken habe.
Den Ausschlag hat für mich die Abwägung gegeben, dass wir uns eben auf diesen Weg begeben sollten, denn ich möchte, dass die Bevölkerung am Schluss die Trinkwasser-Initiative und die Pestizid-Initiative ablehnt.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Permettez-moi, en tant que rapporteur, de prendre position sur ces dispositions.
Premièrement, je confirme ce que M. Hegglin a indiqué, à savoir qu'une proposition visant à biffer l'article 164a a été soumise à la commission. Celle-ci en a discuté assez longuement, puis, elle a tout d'abord procédé à un vote sur la motion dont nous débattrons incessamment. Compte tenu du résultat de ce vote, M. Hegglin a retiré sa proposition et s'est déclaré satisfait de la version du National. Nous avons donc approuvé tacitement – et, si vous voulez, à l'unanimité – la version du Conseil national.
Deuxièmement, sur le fond et s'agissant de la procédure administrative, la commission porte une appréciation un peu différente de celle de MM. Rieder et Salzmann quant à la charge administrative, notamment pour les exploitants, puisque nous y voyons, avec la transmission automatique des données en vue du calcul de fumure, une simplification administrative pour les paysans, et non pas un point qui compliquerait leur travail.
Troisièmement, s'agissant des "échanges" d'aliments pour animaux entre paysans, ou de ces formes de vente sur un plan très local, l'alinéa 2 – notre collègue Schmid a raison de le rappeler avec force – prévoit précisément les exceptions qui doivent permettre au Conseil fédéral de tenir compte de ces éléments spécifiques. La plupart de l'argumentation de notre collègue Rieder, qui est assez logique, se trouve déjà déjà incluse dans l'alinéa 2. Il n'est par conséquent pas nécessaire d'affaiblir globalement et de supprimer totalement l'obligation d'annonce pour les livraisons d'aliments pour animaux. S'agissant notamment d'aliments qui peuvent être livrés

en très grandes quantités en provenance de l'étranger, il n'est pas nécessaire de supprimer cet élément: nous avons une clause qui permet au Conseil fédéral de définir "le cercle des personnes soumises à l'obligation de communiquer", "quelles données sont à saisir" et "à quelles instances elles doivent être communiquées". C'est donc une clause d'exception qui est relativement précise, qui donne mandat au Conseil fédéral de régler ces questions dans le détail.
J'ai le sentiment que vouloir exclure complètement les aliments pour animaux, c'est "jeter le bébé avec l'eau du bain", c'est refuser de considérer que le Conseil fédéral peut, dans les cas utiles, faire des exceptions. Je pars de l'idée que M. le président de la Confédération nous confirmera qu'il entend mettre en oeuvre cette disposition avec la souplesse nécessaire, pour éviter que l'on se trouve dans des cas que ni les uns ni les autres ne considèrent comme raisonnables.
Je vous invite donc, au nom de la commission, à suivre le Conseil national et à rejeter les propositions Salzmann et Rieder, qui ne constituent d'ailleurs ni l'une ni l'autre des propositions de compromis.
L'idée d'une procédure d'élimination des divergences, c'est de rapprocher les positions du Conseil national et du Conseil des Etats, et pour ce faire, il faut faire un pas dans la direction du Conseil national et non dans la direction opposée. Nous avons, en commission, fait un travail qui me paraît être convaincant.
Le sort de la motion sera tranché par la suite – je dirai encore quelques mots là-dessus.

Fässler Daniel (M-CEB, AI): Ich habe bereits bei der letzten Beratung darauf hingewiesen, dass der Kanton, den ich hier im Ständerat vertreten darf, der Kanton Appenzell Innerrhoden, bezogen auf die Beschäftigtenzahl prozentual am meisten Personen in der Landwirtschaft hat. Ich muss und darf Ihnen sagen: Wenn Sie diesen Artikel 164a in dieses Gesetz aufnehmen, dann ist die Betroffenheit in meinem Kanton gross, sehr gross – und zwar im negativen Sinn. Weshalb? Wir haben in unserem Kanton eine kleinstrukturierte Landwirtschaft mit Betrieben mit viel innerer Aufstockung. Wir haben fast ausschliesslich Milchviehbetriebe.
Es gibt ja, das möchte ich Herrn Kollege Zanetti sagen, heute schon Bilanzen, welche die Nährstoffsituation evaluieren. Es gibt bereits heute Bilanzen, welche auch die Hofdüngerbilanz aufnehmen. Was aber hier geplant ist, und dazu gibt es auch bereits eine Evaluation seitens des Bundesamtes für Landwirtschaft, ist effektiv ein sehr umfassendes Nährstoff- und Pflanzenschutzmanagement. Das ist ein äusserst komplexes Projekt, das das Bundesamt bereits einmal evaluiert hat. Es wurde den Vollzugsbehörden bei den Kantonen und auch den betroffenen Lieferanten und Anwendern zur Kenntnis gegeben. Es hat sich gezeigt, dass es tatsächlich zu einem riesigen administrativen Aufwand führen würde, wenn man diese Offenlegungspflicht für sämtliche nährstoffrelevanten Komponenten für Hofdünger, Mineraldünger, Grundfutter, Kraftfutter, Nebenprodukte aus der Lebensmittelindustrie usw. einführen würde.
Ich weiss nicht, ob Sie mit Landwirten auch schon über den Aufwand gesprochen haben, den diese bereits heute mit den abzuliefernden Bilanzen haben. Man wird einwenden und mir sagen, die Landwirte seien heute auch modern unterwegs, sie seien es sich gewohnt, mit IT-Systemen umzugehen. Ja,

das sind sie generell, aber nicht alle sind es. Wir müssen bei solchen Projekten doch auch im Auge behalten, ob sich der administrative Aufwand, den wir den Betroffenen auferlegen, im Vergleich zum Nutzen, den wir erzielen, lohnt. Ich komme dabei zur Antwort, dass sich dieser Aufwand nicht lohnt, dass es sich eher lohnt, die bestehenden Instrumente noch zu verbessern. Ich kann damit leben, wenn die bestehende Datenbank Hoduflu bezüglich der Hofdünger zu einer generellen Düngerbilanz ausgebaut würde, wenn man dort auch die Mineraldünger aufnehmen würde. Aber eine Ausdehnung auf sämtliche Nährstoffe, die geliefert werden, sprengt meines Erachtens das Mass des Sinnvollen.
Sollte sich der Ständerat heute dem Beschluss des Nationalrates anschliessen und eine Meldepflicht für sämtliche Düngerlieferungen und für Futtermittellieferungen einführen, dann, Herr Bundespräsident, appelliere ich an den Bundesrat, Absatz 2 dieser Bestimmung im Vollzug wirklich extensiv auszulegen und das Ganze einigermassen erträglich zu machen.

Salzmann Werner (V, BE): Ich muss noch etwas klarstellen: Herr Zanetti, Sie haben erstens versucht, mein Votum als Vertuschung darzustellen. Es sei eine Vertuschung, wenn wir das nicht offenlegen wollen. Ich muss Ihnen sagen, es gibt praktisch keine andere Branche, die ihre Kreisläufe so detailliert darstellt und den Kontrolleuren zur Verfügung stellt, wie es die Landwirtschaft mit der Suisse-Bilanz tut. Herr Fässler hat es gesagt: Es ist enorm, was da gemacht wird. Die Grundlagen sind pro Betrieb klar vorhanden.
Sie haben zweitens gesagt, es gehe darum, dass wir die Futter- und Düngemittellieferungen an die Landwirtschaft erheben würden und dass die Lieferanten diese Angaben melden müssten. Warum ist es dann im

Landwirtschaftsgesetz? Wenn das so wäre, würde auch der Dünger erhoben, den Dünge- und Futtermittellieferanten an Gemeinden, Sportplätze usw. liefern. Dann würde alles erhoben. Das ist hier der Denkfehler. Deshalb geht es hier eindeutig um die Landwirtschaftsbetriebe, weil man nicht zwischen Mineral- und Hofdünger differenziert. Der Hofdünger ist hier inbegriffen. Das ist nicht praktikabel. Das kann man nicht durchführen. Das ist der Grund, weshalb ich gesagt habe, wir müssten darauf verzichten.
Wir sollten aber die Motion 21.3004 annehmen, damit dort, wie Ständerat Hegglin es gesagt hat, eine bessere Ausgangslage geschaffen wird.

Rieder Beat (M-CEB, VS): Herr Kollege Zanetti, Sie sind ein guter Fischer. Ich bin nicht einmal ein guter Fischer und auch kein Landwirt. Aber Sie sind auch kein Bauer. Weil ich hier diese Debatte entfacht habe, habe ich mich vorbereitet – nicht bei Herrn Ritter Markus, sondern ich bin zu meinem Landwirt im Lötschental gegangen und habe mal die Realität vor Ort abgecheckt, bevor ich etwas behaupte.
Herr Kollege Schmid, Sie sind ein wirklich guter Anwalt, aber auch Sie sind kein Bauer. Wahrscheinlich wissen auch Sie nicht, was im Moment bei den Landwirten abläuft. Die Realität ist einfach nicht die, dass die Landwirte heute nichts machen.
Ich habe es bei einem Landwirt im Berggebiet abgecheckt. Der hat einen reinen Grünlandbetrieb mit Milchwirtschaft und Aufzucht. Der füllt heute 22 Formulare aus, manche täglich, manche wöchentlich, manche monatlich. Ich habe die Liste von ihm erhalten – sie ist zwei Seiten lang. Ich werde sie Ihnen jetzt vorlesen. Nein, ich verzichte darauf, Herr Kollege Zanetti. Ich sage nur, was wir bereits jetzt im Bereich der Suisse-Bilanz machen müssen.
Im Feld- und Wiesenkalender seien festzuhalten, schreibt er mir, alle bewirtschafteten Flächen, das heisst die offenen Ackerflächen, die Grünlandflächen und die Biodiversitätsförderflächen. Sodann seien die Fläche pro Parzelle sowie Art, Menge und Gehalt der Düngung wie auch die Gülleausbringtechnik zu notieren. Es folgen beim Pflanzenschutz das verwendete Produkt, das genaue Behandlungsdatum sowie die Menge pro Hektar, dies auch bei einer Behandlung durch Dritte. Beim Einsatz von Insektiziden mit Schadschwelle muss eine Auszählung der Schädlinge erfolgen – das wird noch interessant sein –, und bei den Kulturen sind die Bodenbearbeitungsart, die Pflegemassnahmen und die Ernte mit Erträgen genau auszuführen. Desgleichen sind Grünlandschnitt und Weide genau auszuführen. Das ist nur eine der zehn Tabellen, die er mir aufgezählt hat.
Jetzt sehe ich den Gesetzestext vor mir. In Absatz 2 steht: "Der Bundesrat legt den Kreis der Meldepflichtigen fest und regelt insbesondere, welche Daten zu erfassen sind und wo diese zu melden sind." Ja, glauben Sie ernsthaft, dass der Bundesrat, wenn dieser Artikel so im Gesetz steht, dann nicht alle Landwirte in die Pflicht nimmt? Glauben Sie, dass diese dann nicht auch entsprechend rapportieren müssen? Selbstverständlich werden sie das tun müssen, und zwar jede kleine Düngemittellieferung, jede Futterlieferung, so wie sie bereits jetzt mit einer überbordenden Bürokratie überschwemmt werden.
Herr Kollege Schmid, es tut mir leid, das ist weit weg von der Realität, insbesondere von jener der Berglandwirtschaft. Wir werden konfrontiert mit einem unglaublichen Schwall an Bürokratie. Es ist aber eines der Hauptziele bei der Reform der Agrarpolitik, dass wir den Bauern bei der Bürokratie wieder mehr Luft lassen und sie weniger belasten. Wenn wir hier diesem Artikel uneingeschränkt zustimmen, dann gibt es einfach Mehrarbeit für die Bauern; das ist die Wahrheit.
Daher habe ich diesen Kompromissantrag gestellt. Die Düngerlieferungen, die man einfach erfassen kann – das gebe ich zu – und von denen man die Daten auch entsprechend weitergeben kann, sind aufzuführen, aber nicht die Futtermittellieferungen, weil diese auch zwischen den Bauern in der Schweiz regelmässig stattfinden. Das ist der Hintergrund dieses Antrages.
Ich bitte Sie, hier auch an die Bauern zu denken und nicht nur an irgendwelche ideellen Ziele.

Würth Benedikt (M-CEB, SG): Ich bin zwar Fischer, aber nicht Bauer, das ist bekannt. Aber ich war einmal zuständig für die Landwirtschaft in meinem Kanton. Ich muss Ihnen einfach sagen: Natürlich ist das Thema Administration und Bürokratie ein relevantes Thema in der Landwirtschaft, das ist so. Aber wenn man diese Diskussion führt, dann darf man trotzdem zwei Dinge einfach nicht verschweigen:
1. Die Bäuerinnen und Bauern arbeiten mit unseren natürlichen Ressourcen. Da sind auch öffentliche Interessen im Spiel und nicht nur Privatinteressen.
2. Es ist doch ein erhebliches Volumen öffentlicher Mittel, welches in diesen Sektor fliesst. Direktzahlungen sind immer mit Zielen verknüpft. Das haben wir ja mit der letzten Agrarpolitik auch explizit nochmals verdeutlicht. Ziele müssen überprüft werden. Für die Überprüfung von Zielen braucht es Daten. Das ist letztlich der Zyklus, der zu einer gewissen Administration in der Landwirtschaft führt.

Aber ich muss Ihnen auch sagen: Die Landwirtschaft arbeitet nicht mehr mit Block und Bleistift, sondern die Landwirtschaft ist im Bereich der Informatik heute ganz auf dem Stand anderer Sektoren. Ich war persönlich immer stolz darauf, dass bei mir in meinem Kanton – ich weiss nicht, wie es in anderen Kantonen ist – der ganze Direktzahlungsapparat vollständig nur noch digital läuft. Da wird keine Post mehr verschickt. Die Verteilung der 200 Millionen Franken, die jährlich in meinem Kanton im Bereich Direktzahlungen administriert werden, läuft nur noch online. In anderen Bereichen der öffentlichen Verwaltung sind wir immer noch hybrid unterwegs. Man macht Übungen mit der Post und digitale Übungen gleichzeitig. Die Landwirtschaft ist in diesen Bereichen sehr fortschrittlich. Ich möchte hier das Bild der Landwirtschaft auch präzise darstellen. Die Bäuerinnen und Bauern sind absolut auf der Höhe der Zeit, was die Technologie anbelangt.
Zu dieser Bestimmung: Es wurde vieles schon gesagt, ich möchte das nicht wiederholen. Sie ist ein Gegenkonzept zu den beiden Initiativen, der Pestizid-Initiative und der Trinkwasser-Initiative. Wir haben zwei wesentliche Pfeiler in diesem Gegenkonzept: die Reduktion der Pestizide und die Reduktion der Nährstoffe. Die Reduktion der Nährstoffe basiert letztlich auf der Nährstoffbilanz. Die Nährstoffbilanz ist der Aufhänger, um dann Ziele abzuleiten. Ich muss Ihnen einfach sagen, und das ist der Kern dieser Diskussion: Wenn

wir keine konsolidierte Bilanz haben, dann haben wir auch keine konsolidierten Reduktionsziele.
Da haben wir den Punkt, den Kollege Schmid erwähnt hat. Da geht es dann eben doch ein Stück weit um die Glaubwürdigkeit dieses Gegenkonzepts. Darum scheint es mir zentral zu sein, dass wir hier wirklich auf der Linie der Kommission bleiben und Futtermittel- und Düngerlieferungen in dieser Bestimmung inkludieren. Absatz 1 sagt an sich, was zu tun ist, und Absatz 2 – da ist der Bundesrat angesprochen – sagt, wie es zu tun ist. Hier ist es natürlich zentral, und da bin ich sehr gespannt, was Herr Bundespräsident Parmelin dazu sagen wird, dass wir die Umsetzung vernünftig machen, dass wir die relevanten Daten erheben, dass wir vielleicht auch gewisse Bagatellgrenzen definieren usw. Letztendlich sollten wir die Daten so erheben, dass sie relevant und aussagekräftig für eine glaubwürdige Nährstoffbilanz sind.
In diesem Sinne bitte ich Sie, den Einzelanträgen nicht zuzustimmen und dem Nationalrat bzw. der Kommission zu folgen.

Zanetti Roberto (S, SO): Ich bin ja mehrmals angesprochen worden. Es trifft zu, Herr Rieder und andere Kollegen: Ich bin kein Spezialist für Hofdüngerfragen. Hofdünger und Nährstoffe sind einfach eine euphemistische Umschreibung für Mist. In diesem Sinne bin ich kein Mistspezialist.
Ich zitiere Ihnen zwei Sätze aus der Vernehmlassung der Landwirtschaftsdirektorenkonferenz zur Agrarpolitik 2022 plus, in deren Rahmen sich diese auch zur Nährstoffproblematik äusserte: "In der Tat hat das heute vorherrschende System auch Mängel." Darum folgen gewisse Behauptungen, wonach da eine grosse Nährstoffproblematik herrsche. "So werden Mineralstoffdünger sowie Futterzu- und -verkäufe kaum erfasst, und eine Kontrollrechnung für die ganze Schweiz fehlt; darum geht es hier. Mit den heutigen Möglichkeiten der Digitalisierung sollten diese Mängel zu beheben sein und auch behoben werden." Das ist die Forderung der Landwirtschaftsdirektorenkonferenz, damit man eben die regionale und nationale Sicht hat.
Sie sprechen immer von der Einzelbetriebsebene, dort soll man tatsächlich Bürokratie abbauen. Aber genau dazu führt das. Nicht mehr der Einzelbetrieb muss diese Informationen weitergeben, sondern meinetwegen der Importeur oder einfach der Verkäufer, der Lieferant dieser Dünge- und Futtermittel.
Noch einmal: Das Verhältnis zwischen Dünge- und Futtermittel ist etwa eins zu fünf. Da müssen Sie nicht den fünfmal so grossen Teil des Kuchens herausnehmen, sonst verfälscht das die Faktenlage, sodass man in einem künftigen Schritt kommen und sagen wird: Ja, das Ganze, das ihr hier macht, ist nicht faktenbasiert. Hier schafft man die Voraussetzungen, damit man zu gegebener Zeit faktenbasiert entscheiden kann. Das ist das Entscheidende, ansonsten kommt das ganze Konstrukt ins Wanken. Es ist entscheidend, dass man weiss, wo man sich befindet, bevor man einen Absenkpfad beschliesst.
Ich bitte Sie deshalb, die Kommission zu unterstützen.

Graf Maya (G, BL): Ich habe mich kurzfristig gemeldet, weil die Diskussion auf die Einzelbetrieblichkeit und auf die Bauernfamilien abgeglitten ist. Jetzt haben meine beiden Vorredner wieder zum Kern der Sache, um den es geht, gefunden. Ich möchte Ihnen sagen, dass hier niemand von uns allen die Einzelbetriebe und die Bauernfamilien mit mehr Bürokratie belasten will. Es geht vielmehr eben genau darum, dass mit einem digitalisierten System beim Zulieferer, also dort, wo gekauft wird, registriert wird, an wen die Futter- oder Düngemittel gehen. In der heutigen Zeit ist das ja wirklich überhaupt kein Problem mehr.
Die zweite Sache, die ich hier festhalten möchte, ist, dass wir dieses System bereits beim Hofdünger kennen.

Sie, Herr Fässler, kennen das aus Ihrem Kanton. Will zum Beispiel ein Bauer Schweinejauche einem Ackerbauern verkaufen, dann muss er schon heute die Hofdüngerflüsse in einem System festhalten. Dieses System heisst Hoduflu, dies einfach, damit Sie das mal gehört haben. Es gibt diese Systeme. Beim Hofdünger sind diese Zahlen und Mengen heute bekannt. Dasselbe soll nun für die Futtermittel- und für die Düngerlieferungen dort, wo die Produkte erstanden werden, nämlich bei den Zulieferern, passieren. Das ist das, was wir heute wollen. Das ist sehr wichtig, und es entsteht für die Bauernfamilien bei ihren Buchhaltungen kein Mehraufwand. Ich bitte Sie aus diesen Gründen, hier bei der Nationalratsvariante zu bleiben und der Offenlegungspflicht für Nährstofflieferungen, die ein wichtiger Teil des indirekten Gegenprojekts ist, zuzustimmen.

Rieder Beat (M-CEB, VS): Vielleicht reden wir aneinander vorbei, Frau Kollegin Graf: Wenn Sie das System Hoduflu erwähnen, dann steht das auf diesen zwei Seiten mit Formularen, die jeder einzelne Landwirtschaftsbetrieb ausfüllen muss. Das System funktioniert also auf Einzelbetriebsbasis. Die Befürchtung besteht, dass jeder einzelne Betrieb zusätzliche Offenlegungspflichten haben wird. Die Befürchtung besteht zu Recht, weil die Betriebe sonst nicht an eine komplette Nährstoffbilanz herankommen. Wenn Sie mir sagen, dass es die Einzelbetriebe im Bereich der Futtermittel nicht betreffen wird, dann muss ich Ihnen umgekehrt sagen, dass Sie dann aber keine Erfassung der gesamten Futtermittel in der Schweiz haben werden. Dann wird der Bundesrat den Auftrag nicht erfüllen können. Dann wird er jeden einzelnen Betrieb auffordern, jede Futtermittelmenge auch zu registrieren. Das wird zuletzt – wie immer in der Vergangenheit – auf die Bauern, auf jeden einzelnen Betrieb abgewälzt.

Germann Hannes (V, SH): Ich bin in der WAK auch etwas düpiert worden, als Kollege Hegglin seinen Antrag plötzlich zurückgezogen hat. Ich konnte aber gut nachvollziehen, warum er das tat. Wir reichten ja gleichzeitig, am 18. Januar 2021, die Motion 21.3004 mit dem Titel "Anpassung der Suisse-Bilanz und deren Grundlagen an die effektiven Verhältnisse" ein. Frau Graf, wenn schon, sind wir an denen interessiert und nicht an irgendwelchen Statistiken.
Mit der Variante des Nationalrates schlagen Sie jetzt aber einen hybriden Weg ein. Letztlich wird der Einzelbetrieb, wie es gesagt wurde, seine Erfassungsbasis trotzdem weiterhin zur Verfügung stellen müssen. Das kann man über die Suisse-Bilanz tun. Genau dort wird dieser Absenkpfad dann auch umgesetzt. Dort hätten wir mindestens Zeit, zusammen mit der Branche einen pragmatischen Weg zu entwickeln.
Was wir jetzt machen, ist eigentlich Folgendes: Anstelle einer sinnvollen Abwicklung über ein bestehendes Instrument schlagen wir als Branchenlösung eine bürokratische Erfassung auf der Verkaufsseite vor. Wir wollen, dass diese Futtermittel- und Düngerlieferungen gemeldet und regional bilanziert werden. Fragen Sie mich nicht, wem das dann nützt. Sie können ja keinen Landwirt zwingen, in seiner Umgebung einzukaufen. Man kann sich sehr wohl auch via Ausland mit diesen Mitteln eindecken. Ich weiss nicht, ob der ausländische Lieferant das dann nach Bern meldet. Wie das funktionieren soll, bleibt offen.
Herr Zanetti hat eingangs auch von einer Vertuschungsaktion gesprochen. Also ich meine, dass, wenn schon, der Titel unserer parlamentarischen Initiative überhaupt nicht mehr stimmt. Wir haben den Titel "Das Risiko beim Einsatz von Pestiziden reduzieren", und jetzt sind wir längst bei den Futtermitteln und bei der Nahrung, also eigentlich bei der Ernährung, gelandet. Kollege Salzmann hat mit seinem Hinweis nicht so unrecht gehabt: Wie lange geht es dann noch, bis die Bauernfamilie auch noch melden muss, was in welchen Mengen auf dem Tisch landet? Man kann auch das erfassen. Dann sieht man noch, ob sie sich gesund ernähren oder nicht – das geht bis zur totalen Bevormundung. Aber dieser Hinweis ist nicht so ernst gemeint.
Ernst gemeint ist hingegen, dass wir für die Motion 21.3004 der WAK-S hier eigentlich die Türe zuschlagen. Diese wollte eine Lösung über die Suisse-Bilanz, also mit einer Einzelbetriebserfassung, und Sie wollen nun über den Handel und Verkauf eine Bürokratie aufziehen. Da müsste man auch noch den Import miterfassen. Das Bundesamt soll dann auswerten und regionalisieren. Wo der Nutzen dieser Bilanz dann letztlich ist, müssen Sie den Leuten erklären.

AB 2021 S 46 / BO 2021 E 46

Ich finde, wir sollten diesen sinnvollen Gegenvorschlag, diese parlamentarische Initiative nicht immer weiter befrachten, bis sie nicht mehr geniessbar ist. Es sind jetzt alles Dinge hereingekommen, von denen am Anfang überhaupt nicht die Rede war. Insofern haben wir uns also schon weit vom ursprünglichen Ziel entfernt. Das, meine ich, ist hier nun wirklich des Schlechten zu viel.

Noser Ruedi (RL, ZH): Es tut mir leid, dass ich mich noch rasch melde, Herr Bundespräsident, aber ich glaube, dass wir diese Debatte noch richtig einordnen müssen, damit wir verstehen, wo wir stehen. Der Kommissionssprecher hat es gesagt: Wir sind in der Differenzbereinigung. Das heisst, dass wir das schärfste Pestizidgesetz

von Europa beschlossen haben. Wir haben vermutlich 20 bis 30 Prozent Ertragsausfall beschlossen, wenn man von der heutigen Produktivität ausgeht. Wir haben das alles getan, ohne dass man ausserhalb der Landwirtschaft etwas angeschaut hätte – es gibt viele Pestizidanwendungen ausserhalb der Landwirtschaft. Jetzt reden wir über die dritte Stelle hinter dem Komma. Darüber diskutieren wir. Wir reden nur über die dritte Stelle hinter dem Komma.
Ich glaube, der Einzelantrag Rieder ist ein Kompromissantrag, mit welchem die Landwirtschaft und auch die, die ein Herz für die Ökologie haben, leben können. Wir müssen schauen, was wir schon alles in dieser Initiative gemacht haben: Wir haben verdammt viel gemacht. Ich bin nicht sicher, ob wir dann in zwei, drei Jahren nicht am einen oder anderen Ort werden zurückrudern müssen. Sie müssen bedenken, dass 80 Prozent der bewilligten Pestizide infrage gestellt sind. Das ist die Situation, in der wir stecken. Jetzt so lange über diesen "Mist" zu reden, wie das Kollege Zanetti gesagt hat, ist es einfach nicht wert.
Bitte stimmen Sie dem Kompromissantrag Rieder zu, damit wir das Thema hier beendigen können.

Fässler Daniel (M-CEB, AI): Eine kleine Entgegnung zum Votum von Frau Kollegin Graf: Natürlich kennen gewisse Bauern die Datenbank Hoduflu; ich habe das in meinem ersten Votum auch erwähnt. Aber dort geht es nur um Verschiebungen von Hof- respektive Recyclingdünger von einem Betrieb zu einem anderen Betrieb. Davon sind aber nicht alle Betriebe betroffen, sondern nur jene, die effektiv überschüssigen Hofdünger produzieren. Wenn Sie Artikel 164a in der vorliegenden Form zustimmen, dann werden praktisch alle Betriebe betroffen sein, weil praktisch alle Betriebe Heu, Siloballen, Kraftfutter zukaufen. Das ist die grosse Differenz. Wir würden damit eine grössere Geschichte beschliessen, die sich nicht lohnt.

Parmelin Guy, président de la Confédération: Différents aspects ont été évoqués durant la discussion qui vient d'avoir lieu. Certains d'entre vous ont parlé de crédibilité, de bureaucratie, d'efficacité, de pragmatisme.
Monsieur Noser, je dois dire que votre dernière intervention me laisse songeur. Vous avez plaidé, dans ce conseil, pour la suspension de la Politique agricole 2022 plus. L'argument était – on peut être d'accord ou pas – que le projet de mise en oeuvre de l'initiative qui vous occupe aujourd'hui prenait en compte les éléments essentiels devant permettre de convaincre la population que les deux initiatives populaires qui seront soumises au peuple au mois de juin sont trop extrêmes et, qu'avec ce projet, on allait dans la bonne direction, mais de manière pragmatique et efficace. Si vous approuviez le "compromis" – les guillemets sont de circonstance – proposé par M. le conseiller aux Etats Rieder, vous commenceriez quelque part, indirectement, à faire marche arrière. Cela reviendrait à dire que l'on est peut-être allé trop loin sur ce point et qu'il faut revenir sur un élément faisant partie de la Politique agricole 2022 plus qui a été intégré dans le projet de mise en oeuvre de l'initiative parlementaire, avec une formulation légèrement modifiée.
J'en viens maintenant à l'essentiel. L'obligation de communiquer concernant les livraisons d'éléments fertilisants a été proposée par le Conseil fédéral dans la Politique agricole 2022 plus. En raison précisément de la suspension de cet objet par votre conseil, il est apparu qu'il était judicieux d'inclure cette disposition dans l'initiative parlementaire. Je vous rappelle que ce n'est pas le Conseil fédéral qui l'a demandé. Le Conseil fédéral veut que vous thématisiez la Politique agricole 2022 plus, mais vous avez, avec le Conseil national, décidé d'extraire les aspects portant sur les "Nährstoffe", soit les éléments fertilisants, et de les mettre dans l'initiative parlementaire.
L'article 164a apporte une contribution importante pour la réduction des éléments fertilisants et permet une simplification administrative grâce au transfert automatique des données pour le calcul du bilan de fumure. Il va améliorer la transparence concernant l'utilisation des éléments fertilisants. Cela augmentera la crédibilité des données et renforcera la bonne image des agriculteurs au sein de la population. C'est un élément qu'il ne faut absolument pas négliger lors d'une campagne de votation.
Certains ont évoqué la création d'un monstre administratif. Or, c'est aujourd'hui qu'il y a un monstre administratif. La discussion que nous avons maintenant est très intéressante. Je dois vous le dire, je me réjouis de mettre en application le postulat 20.3931 que vous avez adopté si la Politique agricole 2022 plus est suspendue, parce qu'il faudra se mettre d'accord pour savoir ce qu'est une simplification administrative. Manifestement, il y a une divergence d'interprétation à ce propos. Nous aurons l'occasion d'en rediscuter.
Ici, je le répète, les informations sur les livraisons d'aliments pour animaux et d'engrais seraient automatiquement saisies par les distributeurs. Ainsi, les agriculteurs et les acheteurs d'éléments fertilisants n'auront plus besoin de procéder à des enregistrements manuels qui sont extrêmement fastidieux.
Aujourd'hui, cela a été dit – je crois que c'est Mme Graf qui en a parlé –, les agriculteurs doivent déclarer toutes les livraisons d'engrais minéraux et d'aliments pour animaux dans le Suisse-Bilanz – c'est l'exigence de base. Toutes les livraisons d'engrais de ferme entre différentes exploitations ou entre exploitations et usines

de biogaz, par exemple, sont déjà enregistrées numériquement sur la fameuse application Hoduflu – vous avez bien entendu, Monsieur le président, son nom est Hoduflu, l'acronyme allemand –, ainsi va la politique agricole.
Pour les cantons – et votre conseil est la Chambre des cantons –, la vérification de ces autodéclarations manuscrites est très longue et inefficace. En outre, les infractions qui sont dues à une mauvaise base de données peuvent difficilement être sanctionnées. Et comme les informations peuvent être transférées automatiquement pour les calculs, moins d'erreurs se produisent, par exemple, lorsque l'on calcule le bilan de fumure global. Avec cette solution, le risque de sanctions va diminuer pour l'agriculteur, ce qui n'est pas à négliger, de même que la charge de contrôle incombant aux cantons.
J'en viens à la proposition de M. le conseiller aux Etats Rieder, qui vise à limiter l'obligation de communiquer les livraisons d'engrais – elle ne s'appliquerait donc pas aux aliments pour animaux. Je vous demande de rejeter cette proposition pour les raisons suivantes.
Afin d'atteindre l'objectif de dresser des bilans des excédents d'éléments fertilisants à l'échelon national et régional, la prise en compte des livraisons d'aliments pour animaux est tout aussi importante que celle des livraisons d'engrais. L'apport d'éléments fertilisants à l'agriculture suisse par les aliments pour animaux est même plus important que l'apport par les engrais. En chiffres, si on prend les valeurs moyennes entre 2014 et 2016, ce sont environ 49 000 tonnes d'azote qui ont été importées via l'agriculture sous forme d'aliments pour animaux et 47 000 tonnes sous forme d'engrais minéraux.
Pour le phosphore, les valeurs sont d'environ 10 000 et 4000 tonnes. Ces chiffres sont basés sur les calculs d'Agroscope. Sans l'obligation de communiquer concernant les aliments pour animaux, les agriculteurs vont devoir enregistrer eux-mêmes les informations pertinentes, comme ils le font actuellement. La simplification administrative pour les exploitations et les cantons prévue par la mesure figurant au projet ne pourra donc pas être réalisée. Pour répondre à M. Martin Schmid, nous allons faire -et je vais le faire personnellement- tout notre possible, pour que la procédure administrative reste simple. Nous mettrons en particulier l'accent sur

les engrais minéraux et sur les aliments concentrés pour les animaux.
Toutefois, il faut bien se rendre compte que sans les aliments concentrés importés, il n'est pas possible de dresser un bilan des éléments fertilisants à l'échelon national ou régional. La proposition Rieder est donc un peu contradictoire, même si elle semble partir d'une bonne intention. Pour ce motif, comme plusieurs d'entre vous l'ont laissé entendre, il faut conserver le texte tel qu'il figure sur le dépliant, et rejeter les deux propositions qui vous sont soumises, parce qu'elles vont en sens contraire de ce que nous souhaitons. Avec cette proposition et avec la marge de manoeuvre qui nous est laissée, nous avons enfin la possibilité de simplifier certains aspects concernant l'agriculture, qui souffre – de même que les cantons –, de la charge administrative. C'est ce que j'appelle du pragmatisme.
Je vous demande d'en rester au texte qui vous est soumis.

Erste Abstimmung – Premier vote
Für den Antrag Rieder ... 23 Stimmen
Für den Antrag Kommission ... 22 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
Für den Antrag der Kommission/Rieder ... 38 Stimmen
Für den Antrag Salzmann ... 4 Stimmen
(3 Enthaltungen)

Ziff. 3 Art. 19 Abs. 1bis-1quater; 62d
Antrag der Mehrheit
Streichen

Antrag der Minderheit
(Zanetti Roberto, Levrat, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 3 art. 19 al. 1bis-1quater; 62d
Proposition de la majorité
Biffer

Proposition de la minorité
(Zanetti Roberto, Levrat, Rechsteiner Paul, Thorens Goumaz)
Adhérer à la décision du Conseil national

Zanetti Roberto (S, SO): Im Grunde genommen handelt es sich hier bloss um eine formale Differenz. Materiell hat der Rat dazu bereits im Rahmen der Motion Zanetti Roberto 20.3625, "Wirksamer Trinkwasserschutz durch Bestimmung der Zuströmbereiche", Stellung genommen, in der die Ausscheidung der Zuströmbereiche gefordert wurde. Dem hat man hier einstimmig, ohne Abstimmung und eigentlich diskussionslos, zugestimmt. Das Geschäft kam danach in den Nationalrat, woraufhin die nationalrätliche Kommission den Inhalt dieser Motion im Wesentlichen direkt in die Vorlage eingebaut hat.
Jetzt kann man sagen, man hätte entweder das Verfahren nicht eingehalten oder es sei eine Verfahrensbeschleunigung gewesen, also Bürokratieabbau, was ja immer wieder verlangt wird. Aber in der Sache selbst herrscht eigentlich Übereinstimmung. Der Parallelweg über die Motion hätte grundsätzlich gestern im Nationalrat behandelt werden müssen, doch aus terminlichen Gründen ist das dann leider nicht zustande gekommen. Immerhin hat die Motion in der vorberatenden Kommission mit 15 zu 5 Stimmen, also im Verhältnis drei zu eins, eine Zustimmungsempfehlung an den Nationalrat erhalten. Das Ratsplenum hat materiell beschlossen, diese beiden Artikel des Gewässerschutzgesetzes ins Projekt mit aufzunehmen.
In der Kommission war die inhaltliche Debatte schnell geführt, weil das, wie gesagt, im Rahmen der Motion passiert ist. Wir haben uns darüber unterhalten, ob man dafür ein beschleunigtes Verfahren wählen soll, indem man es in das Projekt parlamentarische Initiative aufnimmt, oder ob man den üblichen Weg beschreiten will. Letzteres würde bedeuten: Motion im Zweitrat – ich gehe jetzt mal davon aus, dass der Zweitrat seiner Kommission folgen und die Motion dann auch annehmen wird –, danach Überweisung an den Bundesrat, Ausarbeitung einer Vernehmlassungsvorlage durch den Bundesrat, Vernehmlassung der Adressaten und Rückkehr der Vorlage in unsere Räte. Da verlieren wir zwei bis vier Jahre bei einer an sich unbestrittenen Geschichte.
Damit das auch noch gesagt ist: In Artikel 27 dieser Vorlage nehmen wir Bezug auf diese Zuströmbereiche, indem man sagt, dass gewisse Aktivitäten in den Zuströmbereichen nicht zugelassen sind. Aber eigentlich wissen wir gar nicht, was die Zuströmbereiche sind. Das ist das Unschöne, nämlich dass das Projekt an sich in Kraft tritt, obwohl uns ein ganz wesentlicher Informationsteil noch fehlt. Deshalb sollte das möglichst zügig an die Hand genommen werden.
Jetzt die Geschichte mit der Vernehmlassung: Gemäss Vernehmlassungsgesetz kann man darauf verzichten, wenn keine neuen Erkenntnisse zu erwarten sind, weil die Positionen der interessierten Kreise bekannt sind. Sie sind wahrscheinlich auch mit dieser Post beehrt worden. Die interessierten Kreise haben sich also praktisch schon im Vorfeld der heutigen Geschäftsbehandlung geäussert. Die Kantone wissen, dass sie das machen müssen: Gemäss Gewässerschutzverordnung müssen diese Zuströmbereiche ausgeschieden werden, wenigstens dort, wo Konfliktpotenzial vorhanden ist, also im Sinne einer Reparaturhandlung – nach unserem Konzept wäre es eine Präventivhandlung. Die Kantone wissen, dass sie das machen müssen. Wenn es nach diesem Modell geht, dann kriegen sie 40 Prozent der Kosten erstattet, also werden sie wahrscheinlich Ja sagen.
Die Gemeinden und Städte, die das dann allenfalls in ihren Nutzungsplanungen umsetzen müssen, haben sich mit einem Brief an uns dazu geäussert. Der Schweizerische Gemeindeverband – vertreten durch den Vizepräsidenten, weil der Präsident dazu eine etwas abweichende Haltung hat; das gibt es gelegentlich im Leben –, der Schweizerische Städteverband, der Schweizerische Verband kommunale Infrastruktur, alle Trinkwasserspezialisten und alle Wasserschutzspezialisten sowie die Detailhändler haben sich vernehmen lassen. Alle haben sich positiv geäussert und gesagt, wir sollen uns dem Nationalrat anschliessen.
Wenn wir jetzt wirklich das ganze aufwendige Verfahren mit Vernehmlassungen, Auswertungen usw. machen, wird es logischerweise mindestens einen Verband oder eine politische Partei geben, der oder die dagegen ist. Hier haben also materiell alle zugestimmt. Im Nationalrat waren es alle minus die SVP. Auch da ist das Ergebnis absehbar.
Deshalb möchte ich Ihnen beliebt machen, dass wir das Verfahren abkürzen und dort, wo wir inhaltlich eigentlich gleicher Meinung sind, möglichst schnell zu Ergebnissen kommen, damit unser Trinkwasser präventiv geschützt wird und wir nicht erst aktiv werden, wenn der Unfall bereits passiert ist.
Noch einmal: Das ganze Projekt ist als Gegenprojekt zu den Initiativen aufgegleist worden. Wir sind also gut

beraten, wenn wir den Schutz des Trinkwassers möglichst schnell an die Hand nehmen. Das würde mit der Integration in die Vorlage und Zustimmung zur Minderheit geschehen. Darum bitte ich Sie hier.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Le cadre a été posé par M. Roberto Zanetti. Il s'agit de décider si nous entendons ou non suivre le Conseil national, qui nous propose d'obliger les cantons à définir des aires d'alimentation pour toutes les zones de captage d'importance régionale et revêtant un intérêt public, ainsi que d'autres zones de captage lorsqu'il existe un danger de contamination. Pour accélérer la mise en oeuvre, la Confédération prendrait à sa charge jusqu'au 1er décembre 2030 les frais imputables à la définition des aires d'alimentation. Cette décision du Conseil national reprend assez précisément le contenu de la motion 20.3625 dont vient de parler M. Zanetti et qui fait actuellement l'objet de débats au Conseil national, après que notre conseil l'a acceptée à l'unanimité.
La question qui se pose concrètement est celle de savoir si nous entendons intégrer le contenu de cette motion dans le

projet de loi en question ou si, à l'inverse – et c'est l'avis de la majorité de la commission –, nous pensons qu'il est important de consulter les cantons et les milieux concernés. La définition des aires d'alimentation a un impact majeur sur les cantons – cela me paraît incontestable. Les milieux concernés ne se limitent pas au milieux agricoles, mais comprennent d'autres entités comme évidemment les communes, les cantons et une partie de l'industrie. C'est en définitive une question d'appréciation et de savoir s'il est plus rapide, dans la mise en oeuvre du dispositif, de recourir à une procédure de consultation formelle, et d'intégrer dès maintenant les positions des cantons et des acteurs concernés, ou si le "fast track" qui nous est proposé par le Conseil national, avec l'intégration immédiate de cette disposition, permet de gagner du temps. C'est en définitive une question relevant essentiellement de la procédure.
Le dispositif a l'air peu contesté, à savoir que les cantons soient contraints de définir ces aires d'alimentation et que la Confédération prenne en charge une partie des coûts, pour autant que ces travaux soient réalisés avant le 1er décembre 2030.
La commission a décidé, par 7 voix contre 4 et 2 abstentions, de maintenir la version de notre conseil et vous invite à en faire de même.

Germann Hannes (V, SH): Wie jetzt Herr Levrat auch ausgeführt hat, kann ich mich den Gründen der Mehrheit anschliessen, die für die Streichung der Bestimmung zu den Zuströmbereichen respektive nicht für die Streichung generell ist. Herr Zanetti hat mich wegen der Funktion der Gemeinden und der Städte angesprochen. Es ist klar, Städte und Gemeinden haben natürlich ein Interesse, dass sie möglichst wenig in die Trinkwasserfassungen investieren müssen; das ist sehr kostenintensiv. Da gibt es auch keine Differenz.
Doch bezüglich dieser Artikel, die man erst in einem zweiten Schritt handstreichartig aufgenommen hat, ist im Übereifer auch über das Ziel hinausgeschossen worden. Man hat den Grenzwert für nicht relevante Metaboliten willkürlich statt wissenschaftsbasiert festgelegt. Wir haben jetzt den hundertmal schärferen Wert als die EU. In meinem Kanton liegt der Zuströmbereich sehr wohl auch in Deutschland. Die Deutschen, mindestens die Baden-Württemberger, beziehen den Hauptteil ihres Wassers aus dem Bodensee, der ja hoheitliches Gewässer dreier Staaten ist – nur um zu sagen, wie das aussieht. Wenn Sie diese Zuströmbereiche eben mit diesen scharfen Grenzwerten auslegen und ausscheiden müssen, dann sind sie auch entsprechend grösser. Das leuchtet eigentlich jedem ein.
Hier haben wir keine vernünftige Erklärung. Man hätte eben für die nicht relevanten Stoffe, die weder für den Menschen noch für die Umwelt bedenklich sind, nicht auch den allerschärfsten möglichen Grenzwert einfügen sollen. Dieser Fehler ist in Artikel 9 passiert, den können wir jetzt nicht mehr korrigieren. Wenn Sie das gemacht hätten, würde ich sagen: "Okay, das mit den Zuströmbereichen läuft." Ich weiss auch nicht, ob die Detaillisten sich bei der Abfassung ihrer Stellungnahme so genau mit diesen Zuströmbereichen auseinandergesetzt haben. Das ist doch mit Vorsicht zu geniessen.
Gemäss erklärtem politischen Willen sollen diese Zuströmbereiche verbindlich bestimmt werden. Das ist etwas Wichtiges. Das ist auch gut. Das BAFU geht grob geschätzt von 2800 der insgesamt 18 000 Grundwasserfassungen aus, für die ein Zuströmbereich bestimmt werden muss. Gegenüber den eigentlichen Grundwasserschutzzonen ist der Zuströmbereich gemäss BAFU deutlich grösser.
Bei kleineren Fassungen macht er einige Hektaren aus, bei sehr grossen Fassungen kann er sich über mehrere Quadratkilometer erstrecken. Innerhalb solcher Zuströmbereiche – und das liegt in der dicht besiedelten Schweiz auf der Hand – liegen namentlich im Mittelland nicht nur Landwirtschaftsgebiete, sondern auch Siedlungen, Industrie, Gewerbe, Strassen, Bahntrassen, Sport- und Golfanlagen, öffentliche Plätze usw. All dies

sind Anwendungsgebiete von Pflanzenschutzmitteln und Bioziden und anderer Fremdstoffe; die Biozide werden zum Beispiel auch an Hausfassaden eingesetzt.
Angesichts der Grossflächigkeit der Zustrombereiche und der Breite der betroffenen Bereiche hätte sich eine risikobasierte Unterscheidung von relevanten und nicht relevanten Stoffen als angemessen erwiesen. Nun weiten Sie halt mit dieser Verschärfung, die dort passiert ist, den Anwendungsbereich dermassen aus, dass es einfach keinen Sinn mehr macht und nicht verantwortbar ist.
Wir haben unsere Grundwasserfassungen. Die meisten sind übrigens in den Seen. Man hat andere sichere Grundwasserquellen für die Trinkwassernutzung erschlossen. Das hat man im Griff. In kaum einem anderen Land machen Sie den Wasserhahn auf und trinken ohne Bedenken das Hahnenwasser. Das geht nur in der Schweiz. Ich meine, da sind wir auf einem hohen Level.
Die Fassung des Nationalrates ist einfach gut gemeint, aber übers Ziel hinausgeschossen. Darum bitte ich Sie, hier der Mehrheit zu folgen.

Thorens Goumaz Adèle (G, VD): J'aimerais ajouter quelques mots à ce que notre collègue Roberto Zanetti a dit et vous parler de la situation des cantons, qui est évidemment importante pour notre chambre.
En réalité, la détermination des aires d'alimentation fait partie des choses que les cantons savent qu'ils doivent faire depuis longtemps. Ce n'est pas nouveau et cela ne leur serait pas imposé subitement sans qu'ils sachent d'où cela vient, d'où cela sort et pourquoi cela se justifie. Ce dossier est sur leur liste depuis assez longtemps et ils auraient dû agir certainement plus tôt que ce n'est le cas actuellement. Là, que changerait-on ? On imposerait une obligation légale, mais, je le répète, ce n'est pas une activité nouvelle pour les cantons. Et puis, on renforcerait aussi le soutien financier. Donc cela stimulerait un processus qui était déjà en cours depuis longtemps et qui n'avançait pas assez vite.
Il est vrai qu'il y a la motion 20.3625 et que les personnes qui soutiennent cette motion le font en partie parce qu'elles souhaitent que les cantons puissent se prononcer dans le cadre d'une procédure de consultation. Je ne remets certainement pas cela en question, mais, dans le cadre de la mise en oeuvre de cette initiative parlementaire, les cantons ne seraient pas muselés et pourraient aussi se prononcer, puisqu'il y aurait une ordonnance de mise en oeuvre et qu'ils pourraient, dans le contexte de la consultation sur l'ordonnance, donner leur avis sur la façon dont les dispositions seraient appliquées. Or, ce serait bien l'ordonnance qui serait déterminante pour eux, puisque, je le répète, le principe dont nous parlons maintenant, c'est-à-dire la détermination des aires d'alimentation, n'est pas nouveau pour les cantons. Ce qui serait nouveau, ce serait plutôt la manière dont ils devraient mettre en oeuvre ce principe concrètement. Ces points seraient traités dans les ordonnances.
Je vous encourage, pour ces raisons spécifiquement liées à la problématique des cantons et de leur consultation, à soutenir la minorité Zanetti Roberto.

Parmelin Guy, président de la Confédération: A ces articles, le Conseil national a intégré l'obligation pour les cantons de définir des aires d'alimentation pour toutes les zones de captage d'importance régionale revêtant un intérêt public, ainsi que pour d'autres zones de captage lorsqu'il existe un danger de contamination. Pour accélérer la mise en oeuvre, la Confédération prendrait à sa charge, jusqu'au 1er décembre 2030, 40 pour cent des frais imputables encourus pour définir ces aires d'alimentation.
La proposition, cela a été dit, correspond largement à la motion Zanetti Roberto 20.3625, "Définir les aires d'alimentation des zones de captage pour protéger efficacement l'eau potable". Toutefois, le texte adopté par le Conseil national prend en compte la modification proposée par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie de votre conseil. La commission souhaite que la Confédération subventionne uniquement les travaux visant à définir les aires d'alimentation que les cantons auront achevés d'ici la fin 2030. Elle entend ainsi inciter les cantons à agir rapidement.

Pour le Conseil fédéral, il est vraiment important que les cantons et les milieux concernés puissent être consultés.
Il faut bien voir que la définition des aires d'alimentation a un impact majeur sur les cantons, et ce sont eux qui sont chargés de la mise en oeuvre. Grâce au processus de consultation, on peut intégrer dès le début les cantons et les milieux concernés dans cette tâche essentielle, et on permet ainsi de rapidement définir correctement les aires d'alimentation. Il est aussi important de noter que la définition des aires d'alimentation ne touche pas seulement l'agriculture, mais aussi toutes les activités sur le terrain.
Etant donné que votre conseil a déjà adopté la motion Zanetti Roberto 20.3625, il paraît judicieux, du point de

vue du Conseil fédéral, de poursuivre le traitement de ces propositions dans le cadre de la mise en oeuvre de cette motion. C'est dans ce sens que le Conseil fédéral vous demande de suivre la majorité de la commission.

Abstimmung – Vote
Für den Antrag der Mehrheit ... 26 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 14 Stimmen
(1 Enthaltung)